

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.348/2
DU 23 NOVEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice Premier Ministre et Ministre des Finances, le 26 octobre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités du tirage spécial du Lotto, appelé «Super Lotto», et du tirage spécial du Joker appelé «Super Joker», organisés le jeudi 31 décembre 2009", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Préambule

Il n'y a pas lieu de mentionner l'arrêté royal à venir qui fixera les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information. Il ne constitue pas le fondement légal du projet et il n'est ni modifié ni abrogé par le projet.

Dispositif

Article 4

L'article 4 dispose que les prises de participation s'effectuent selon la méthode de traitement *on line*, c'est à dire en temps réel au moyen d'un réseau de terminaux installés chez des vendeurs officiels.

L'article 34 organise la prise de participation au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet et dispose que l'article 4 n'est pas applicable à cette prise de participation.

Dans un souci de lisibilité, il est préférable de compléter plutôt l'article 4 afin d'y prévoir tant la prise de participation *on line* que la prise de participation au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet. Partant, il y a lieu d'omettre, à l'article 34, § 13, le chiffre "4".

.../...

Article 5

L'article 12 du projet énonce notamment :

"Art. 12. Après paiement de sa mise, lequel s'effectue en espèces ou par tout autre moyen de paiement agréé par la Loterie Nationale, le participant reçoit un ticket de jeu délivré par l'imprimante connectée au terminal."

L'article 14 du projet énonce :

"Art. 14. La participation n'est effective que si les éléments de participation figurant sur le ticket de jeu ont été, avant le tirage concerné, retranscrits sur un support informatique par la Loterie Nationale."

Ainsi l'alinéa 2 de l'article 5 en projet, rédigé comme suit :

"Les éléments apportés sur les bulletins par les participants n'ont qu'une valeur indicative et ne constituent pas une preuve de participation",

paraît dépourvu de toute portée normative et doit être omis ¹.

Article 11

L'alinéa 2, 3/, ne détermine pas avec suffisamment de précision la forme du jeu qu'il appartient pourtant au Roi de fixer sur la base des articles 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 6, § 1^{er}, 1/, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale ².

(1) Voir en ce sens l'avis 47.208/2, donné le 12 octobre 2009, sur le projet devenu l'arrêté royal du 22 octobre 2009 fixant les modalités du tirage spécial du Lotto, appelé "Super Lotto" et du tirage spécial du Joker, appelé "Super Joker", organisés le vendredi 13 novembre 2009.

(2) *Ibidem.*

Article 13

Au paragraphe 5, il y a lieu de prévoir également l'hypothèse où la raison ayant empêché la délivrance du ticket prépayé empêche également la délivrance du ticket d'annulation ³.

Article 14

1. À l'alinéa 1^{er}, les mots "et fait foi en cas de contestation" doivent être omis car il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante ⁴.

2. L'alinéa 2 doit être omis car il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger ⁵.

Article 15

L'alinéa 1^{er} prévoit que le tirage est effectué, au choix de la Loterie Nationale, au moyen de tous supports physiques, électroniques ou informatiques.

L'alinéa 2 en projet précise uniquement les modalités d'un tirage au moyen d'un tambour, c'est-à-dire au moyen d'un support physique. Ainsi, le projet ne fixe pas à suffisance les modalités générales d'un tirage au moyen de tous supports électroniques ou informatiques.

⁽³⁾ *Ibidem.*

⁽⁴⁾ *Ibidem.*

⁽⁵⁾ *Ibidem.*

Or, en vertu, de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 précitée c'est le Roi qui fixe les formes et les modalités générales des loteries publiques que la Loterie Nationale est chargée d'organiser. L'élaboration des modalités d'exécution est par contre confiée, en vertu de l'article 11, § 1^{er}, de la même loi, au comité de direction.

Partant, il convient soit de compléter le projet, soit d'omettre les mots "électroniques ou informatiques" à l'alinéa 1^{er} de l'article 15 du projet.

Cette observation vaut également pour l'article 23 du projet, qui concerne le tirage du "Super Joker" ⁶.

Article 26

L'alinéa 2 prévoit qu'en cas de report du tirage, le délai de vingt semaines pendant lequel les lots sont payables court à compter de la date initialement fixée.

L'alinéa 3 prévoit qu'en cas de tirage complémentaire ayant eu lieu à une date postérieure à celle du tirage interrompu, le délai pour le paiement des lots court à compter de la date du tirage interrompu.

La section de législation n'aperçoit pas ce qui pourrait justifier que le délai pour le paiement des lots ne débute pas, dans chacune des hypothèses, au moment du tirage définitif. À tout le moins, le projet gagnerait à prévoir un délai minimum pendant lequel les gains seront payables. En effet, tel que l'alinéa 2 est rédigé, le projet pourrait aboutir à ce que les gains ne soient payables que pendant une période très courte, si le tirage était reporté à une date ultérieure relativement éloignée de la date initialement fixée, voire que le délai soit expiré au moment du tirage ou du tirage complémentaire ⁷.

⁽⁶⁾ *Ibidem.*

⁽⁷⁾ *Ibidem.*

Article 28

L'alinéa 4 dispose que :

"Toute réclamation doit être accompagnée du ticket de jeu au dos duquel le participant inscrit ses nom, prénom et adresse."

L'auteur du projet est invité à examiner s'il n'est pas souhaitable d'assurer au réclamant une protection en cas de perte de ce billet à l'occasion de la réclamation. Il pourrait, par exemple, s'inspirer de la "reconnaissance de dépôt en faveur du porteur du ticket" prévue à l'article 31, alinéa 1^{er}, 1/, de l'arrêté en projet ⁸.

Article 29

Les mots "dont la responsabilité de la parfaite exécution des opérations leur incombant ne peut nullement être imputée à la Loterie Nationale" doivent être omis : comme déjà mentionné, il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger ⁹.

Article 30

1. L'alinéa 6 ne peut pas prévoir que "seuls font foi" les résultats des tirages constatés par l'huissier de justice, l'administrateur délégué ou son délégué : comme déjà mentionné, il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante. L'auteur du projet devra adapter cet alinéa pour n'y prévoir que la rédaction d'un procès verbal ¹⁰.

⁽⁸⁾ *Ibidem.*

⁽⁹⁾ *Ibidem.*

⁽¹⁰⁾ *Ibidem.*

2. Il y a lieu d'omettre, à l'alinéa 7, le mot "autre", qui peut induire le lecteur en erreur. En effet, l'administrateur délégué ou son délégué sont également compétents en ce qui concerne les incidents, lors d'un tirage, expressément prévus par cet article ¹¹.

Article 31

Le dernier alinéa, qui interdit la participation aux mineurs d'âge, est sans rapport logique direct avec les autres alinéas. Il y a lieu d'en faire un nouvel article distinct ¹².

Article 34

1. Cet article ne pourra être adopté que si le projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information a été préalablement adopté et qu'il y ait, à tout le moins, concomitance quant à l'entrée en vigueur des deux arrêtés.

L'examen auquel il a été procédé tient compte du texte du projet d'arrêté royal dont il est question à l'alinéa 1^{er}.

2. Au paragraphe 1^{er}, 1/, il y a lieu d'omettre l'adjectif "majeures" : cela est redondant tant par rapport à l'article 31, alinéa 4, que par rapport à l'article 2 du projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information.

(11) *Ibidem.*

(12) *Ibidem.*

3. Au même paragraphe, l'adverbe "exclusivement" doit être omis car dénué de portée normative.

4. Le paragraphe 7 prévoit la possibilité de modifier les paramètres de jeu après une prévisualisation de la prise de jeu. Afin d'éviter toute ambiguïté, il y a lieu de prévoir également la possibilité de renoncer à participer au jeu.

5. Le paragraphe 9 prévoit les hypothèses dans lesquelles la prise de jeu est refusée. Il n'y a pas lieu de reproduire, parmi celles-ci, celles qui ont prévues par le projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information, c'est-à-dire les 1/, 2/ et 4/¹³.

Il faut par conséquent omettre l'énumération, ne maintenir que le 3/ et, éventuellement, rappeler la réserve générale pour les règles fixées par le Roi pour la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information.

6. En tout état de cause, au paragraphe 9, 2/, il n'y a pas lieu de mentionner les articles 6, § 1^{er}, 3/, et 7 de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, ces dispositions ne pouvant constituer le fondement légal de l'arrêté royal dont il est question à cette disposition¹⁴.

7. Le second alinéa du paragraphe 10 est sans lien logique avec le premier. Il n'y a donc pas lieu de les réunir dans un seul paragraphe.

⁽¹³⁾ Voir les articles 7, 10, § 1^{er}, 6/ et 11, alinéa 2 de ce projet d'arrêté royal.

⁽¹⁴⁾ Voir l'observation sur le préambule de l'avis 47.197/2, donné le 7 octobre 2009 sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information".

8. Au paragraphe 11, il y a lieu, d'une part, d'omettre les mots "et fait foi en cas de contestation" car il n'appartient pas au Roi de modifier les règles légales relatives à la force probante ¹⁵ et, d'autre part, d'omettre le second alinéa car il n'appartient pas au Roi d'édicter une règle tendant à rappeler le droit commun en matière de responsabilité civile ou d'y déroger.

9. Le paragraphe 12, qui prévoit les réclamations, est redondant avec l'article 16 du projet d'arrêté royal fixant les modalités générales de la participation aux loteries publiques, paris et concours organisés par la Loterie Nationale au moyen des outils de la société de l'information ¹⁶. Ce paragraphe doit dès lors être omis.

10. Le délai de réclamation différera ainsi selon que le joueur participe au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet ou au moyen des autres modes de participation. Le délai sera de 5 mois ou de 20 semaines. Il est suggéré à l'auteur du projet de prévoir un délai identique en modifiant les dispositions du projet qui prévoient le délai de 20 semaines.

11. L'article 34, § 5, permet de participer via internet au "Super Joker" indépendamment du "Super Lotto".

(15) Voir l'avis 37.323/2/V, donné le 2 septembre 2004, sur le projet devenu l'arrêté royal du 7 septembre 2004 fixant la forme et les modalités générales de la loterie publique "Euro Millions" organisée par la Loterie Nationale et l'avis 47.208/2, donné le 12 octobre 2009 sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités du tirage spécial du Lotto, appelé «Super Lotto», et du tirage spécial du Joker, appelé «Super Joker», organisés le vendredi 13 novembre 2009".

(16) Cet article est rédigé comme suit :

"Sous réserve des recours juridictionnels, les réclamations relatives aux transactions liées à la gestion des disponibilités, aux prises de jeu et au paiement des lots doivent, sous peine de forclusion, être adressées dans un délai de cinq mois calendrier suivant celui au cours duquel a eu lieu l'enregistrement de la transaction contestée sur le «compte joueur» concerné".

L'article 34, § 13, prévoit ainsi que les articles 3, alinéa 3, 20, alinéa 1^{er}, et 22 ne sont pas applicables à la participation au "Super Lotto" et au "Super Joker" au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet. En effet, selon ces dispositions, la participation au seul "Super Joker" n'est en principe pas autorisée ¹⁷.

Dans un souci de lisibilité, il est préférable de modifier plutôt l'article 22 pour y prévoir la participation conjointe également au moyen de l'outil de la société de l'information appelé internet et, partant, d'omettre à l'article 34, § 13, la référence aux articles 3, alinéa 3, 20, alinéa 1^{er}, et 22.

12. Il y a lieu de rassembler dans un même article les éléments qui ont un rapport logique entre eux, sauf s'ils sont trop nombreux, et de placer dans des articles distincts les éléments qui sont sans rapport logique entre eux.

L'article 34 doit dès lors être divisé en plusieurs articles.

Article 36

L'exécution de l'arrêté en projet doit être assurée au-delà des changements de ministres ou de répartition des attributions.

L'article d'exécution doit dès lors être rédigé comme suit :

"Le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté."

⁽¹⁷⁾ L'article 3, alinéa 3, dispose que "La participation au seul «Super Joker» n'est pas autorisée hormis dans les conditions visées à l'article 22".

L'article 20, alinéa 1^{er}, énonce que "La participation au «Super Joker» s'effectue soit en corrélation avec celle au «Super Lotto» conformément aux modalités visées à l'article 21, soit indépendamment de celle au Lotto conformément aux modalités visées à l'article 22".

L'article 22 débute comme suit : "Lorsqu'elle est indépendante de celle au «Super Lotto», la participation au «Super Joker» se réalise exclusivement moyennant la formule appelée «Quick Pick Joker», sans recours à un bulletin".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. de LEVAL,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.348/2
VAN 23 NOVEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 26 oktober 2009 door de Vice Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden voor de speciale trekking van Lotto, genaamd «SuperLotto», alsook voor de speciale trekking van de Joker, genaamd «Super Joker», die beide worden georganiseerd op donderdag 31 december 2009", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Er is geen grond om te verwijzen naar het toekomstige koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij. Dit besluit vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp en wordt er niet door gewijzigd of opgeheven.

Dispositief

Artikel 4

Artikel 4 bepaalt dat de deelnemingsverwervingen geschieden volgens de *online*-verwerkingsmethode, d.w.z. in reële tijd, door middel van een netwerk van terminals die bij de officiële verkopers zijn geïnstalleerd.

Artikel 34 organiseert de deelnemingsverwerving met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd en bepaalt dat artikel 4 niet van toepassing is op deze deelnemingsverwerving.

Uit het oogpunt van de leesbaarheid is het verkieslijk om artikel 4 aan te vullen, waarbij daarin zowel de *online*-deelnemingsverwerving wordt geregeld als de deelnemingsverwerving met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd. Bijgevolg moet in artikel 34, § 13, de verwijzing naar artikel 4 vervallen.

Artikel 5

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt onder meer :

"Art.12. Nadat de deelnemer zijn inzet heeft betaald, hetzij in speciën, hetzij door middel van om het even welk ander door de Nationale Loterij erkend betaalmiddel, ontvangt hij een deelnemingsticket dat wordt afgeleverd door de met de terminal verbonden printer."

Artikel 14 van het ontwerp bepaalt :

"Art.14. De deelneming is pas echt geldig wanneer de op het deelnemingsticket vermelde deelnemingsgegevens door de Nationale Loterij vóór de trekking werden weggeschreven op een gegevensdrager."

Het tweede lid van het ontworpen artikel 5, naar luid waarvan "de gegevens die door de deelnemers op de formulieren worden aangebracht, (...) een louter indicatieve waarde (hebben) en (...) geen bewijs van deelneming (vormen)", blijkt aldus geen enkele normatieve strekking te hebben en moet vervallen ¹.

Artikel 11

Het tweede lid, 3/, bepaalt onvoldoende nauwkeurig de spelformule die de Koning nochtans moet vastleggen op basis van de artikelen 3, § 1, eerste lid, en 6, § 1, 1/, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij ².

(1) Zie in die zin advies 47.208/2, op 12 oktober 2009 verstrekt over het ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 22 oktober 2009 tot bepaling van de voorwaarden voor de speciale trekking van de Lotto, genaamd "Super Lotto", alsook voor de speciale trekking van de Joker, genaamd "Super Joker", die worden georganiseerd op vrijdag 13 november 2009.

(2) *Ibidem.*

Artikel 13

In paragraaf 5 moet eveneens voorzien worden in het geval dat de oorzaak waarom het vooraf betaalde ticket niet kon worden afgegeven eveneens heeft verhinderd dat het annuleringsticket kon worden afgedrukt ³.

Artikel 14

1. In het eerste lid moeten de woorden "en geldt bij betwisting als bewijs" vervallen, daar het niet aan de Koning toekomt om de wettelijke regels betreffende de bewijskracht te wijzigen ⁴.

2. Het tweede lid moet vervallen, daar het niet aan de Koning toekomt om een regel uit te vaardigen die herinnert aan het gemene recht inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid of die voorziet in een afwijking ervan ⁵.

Artikel 15

Het eerste lid bepaalt dat de trekking naar keuze van de Nationale Loterij plaatsvindt met ongeacht welke fysieke, elektronische of computerhulpmiddelen.

Het ontworpen tweede lid schrijft uitsluitend de nadere regels voor ingeval de trekking plaatsvindt door middel van een trekkingstrommel, dat wil zeggen met een fysiek hulpmiddel. Aldus bepaalt het ontwerp onvoldoende de algemene regels van een trekking met ongeacht welke elektronische of computerhulpmiddelen.

⁽³⁾ *Ibidem.*

⁽⁴⁾ *Ibidem.*

⁽⁵⁾ *Ibidem.*

Krachtens artikel 3, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 19 april 2002 staat het evenwel aan de Koning om de vormen en de algemene regels vast te leggen van de openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij. Het uitwerken van de uitvoeringsbepalingen daarentegen wordt krachtens artikel 11, § 1, van dezelfde wet toevertrouwd aan het directiecomité.

Bijgevolg moet het ontwerp worden aangevuld, ofwel schrijve men in artikel 15, eerste lid, van het ontwerp "met ongeacht welk fysiek hulpmiddel" in plaats van "met om het even welk fysisch, elektronisch of computerhulpmiddel".

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 23 van het ontwerp, dat de trekking van de "Super Joker" betreft ⁶.

Artikel 26

Het tweede lid bepaalt dat indien de trekking naar een latere datum is verschoven, de termijn van twintig weken waarbinnen de loten kunnen worden uitbetaald, begint te lopen vanaf de oorspronkelijk vastgelegde datum.

Het derde lid bepaalt dat indien een extra trekking heeft plaatsgehad op een latere datum dan de datum van de onderbroken trekking, de termijn van twintig weken waarbinnen de loten kunnen worden uitbetaald, begint te lopen vanaf de datum van de onderbroken trekking.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk welke grond van verantwoording kan worden verstrekt voor het feit dat de termijn voor de uitbetaling van de loten in elk van die gevallen niet begint te lopen vanaf het tijdstip van de definitieve trekking. Het verdient op zijn minst aanbeveling om in het ontwerp een minimumtermijn te bepalen waarbinnen de winsten kunnen worden uitbetaald. Volgens de huidige lezing van het tweede lid zou het ontwerp immers ertoe kunnen leiden dat de winsten slechts binnen een zeer korte tijdspanne kunnen worden uitbetaald indien de trekking wordt verschoven naar een latere datum die vrij ver verwijderd ligt van de oorspronkelijk vastgelegde datum, of zelfs dat de termijn verstreken is op het tijdstip van de trekking of van de extra trekking ⁷.

⁽⁶⁾ *Ibidem.*

⁽⁷⁾ *Ibidem.*

Artikel 28

Het vierde lid bepaalt :

"Elke klacht moet vergezeld gaan van het deelnemingsticket. Op de keerzijde van het deelnemingsticket moet de deelnemer zijn naam, voornaam en adres vermelden."

De steller van het ontwerp wordt verzocht te onderzoeken of het niet wenselijk is om de indiener van de klacht bescherming te bieden indien het ticket verloren raakt ter gelegenheid van de klacht. Hij kan zich bijvoorbeeld inspireren op het bepaalde in artikel 31, eerste lid, 1/, van het ontwerpbesluit, naar luid waarvan "de houder van het deelnemingsticket een bewijs van afgifte (ontvangt)" ⁸.

Artikel 29

De zin "Deze verantwoordelijkheid kan in geen enkel geval op de Nationale Loterij worden afgewenteld" moet vervallen : zoals reeds is aangegeven, komt het niet aan de Koning toe om een regel uit te vaardigen die herinnert aan het gemene recht inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid of die voorziet in een afwijking ervan ⁹.

Artikel 30

1. In het zesde lid kan niet worden voorgeschreven dat "de enige geldige trekkingsresultaten" die zijn welke worden vastgesteld door de gerechtsdeurwaarder, de gedelegeerd bestuurder of diens gemachtigde : zoals reeds is gesteld, komt het niet aan de Koning toe om de wettelijke regels betreffende de bewijskracht te wijzigen. De steller van het ontwerp moet dit lid aanpassen, waarbij alleen het opmaken van een proces-verbaal wordt voorgeschreven ¹⁰.

⁽⁸⁾ *Ibidem.*

⁽⁹⁾ *Ibidem.*

⁽¹⁰⁾ *Ibidem.*

2. In het zevende lid moet het woord "ander" vervallen, daar het de lezer kan misleiden. De gedelegeerd bestuurder of diens gemachtigde zijn namelijk eveneens bevoegd om de incidenten tijdens een trekking te regelen die in dit artikel uitdrukkelijk worden vermeld ¹¹.

Artikel 31

Er is geen rechtstreeks logisch verband tussen het laatste lid, dat minderjarigen verbiedt deel te nemen aan de loterij, en de overige leden. Het laatste lid moet worden opgenomen in een onderscheiden nieuw artikel ¹².

Artikel 34

1. Dit artikel kan pas worden aangenomen nadat het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij is aangenomen en indien er op zijn minst samenhang bestaat wat de inwerkingtreding van de beide besluiten betreft.

Bij het onderzoek van dit ontwerp is rekening gehouden met de tekst van het ontwerp van koninklijk besluit genoemd in de eerste alinea.

2. In paragraaf 1, 1/, moet het adjectief "meerderjarige" vervallen : het is immers overbodig, zowel ten aanzien van artikel 31, vierde lid, als van artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij.

⁽¹¹⁾ *Ibidem.*

⁽¹²⁾ *Ibidem.*

3. In diezelfde paragraaf moet het bijwoord "uitsluitend" vervallen, daar het geen normatieve strekking heeft.

4. Paragraaf 7 voorziet in de mogelijkheid voor de speler om de spelparameters te wijzigen nadat hem een vooruitblik van de deelnemingsverwerving is gegeven. Om iedere dubbelzinnigheid te voorkomen moet eveneens de mogelijkheid worden geboden om af te zien van deelneming aan het spel.

5. Paragraaf 9 behandelt de gevallen waarin de deelnemingsverwerving geweigerd wordt. Er is geen grond om ook de gevallen te vermelden die worden geregeld bij het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij, te weten de punten 1/, 2/ en 4/ ¹³.

Bijgevolg moet de nummering vervallen, hoeft alleen nog punt 3/ te worden behouden en moet eventueel worden herinnerd aan het algemene voorbehoud inzake de regels die door de Koning worden vastgesteld voor deelneming aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij.

6. In ieder geval is er geen grond om in paragraaf 9, 2/, de artikelen 6, § 1, 3/, en 7 van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij te vermelden, aangezien die bepalingen niet de rechtsgrond kunnen vormen van het koninklijk besluit genoemd in die bepaling ¹⁴.

⁽¹³⁾ Zie de artikelen 7, 10, § 1, 6/, en 11, tweede lid van die ontwerp van koninklijk besluit.

⁽¹⁴⁾ Zie de opmerking omtrent de aanhef in advies 47.197/2, dat op 7 oktober 2009 verstrekt is over een ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij.

7. Er bestaat geen logisch verband tussen het eerste en het tweede lid van paragraaf 10. Er is derhalve geen grond om ze op te nemen in een enkele paragraaf.

8. In paragraaf 11 moeten enerzijds de woorden "en geldt bij betwisting als bewijs" vervallen, daar het niet aan de Koning toekomt om de wettelijke regels betreffende de bewijskracht te wijzigen ¹⁵, en moet anderzijds het tweede lid vervallen, daar het niet aan de Koning toekomt om een regel uit te vaardigen die herinnert aan het gemene recht inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid of die voorziet in een afwijking ervan.

9. Paragraaf 12, die handelt over de klachten, is een overbodige herhaling van het bepaalde in artikel 16 van het ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de algemene deelnemingsvoorschriften aan de openbare loterijen, weddenschappen en wedstrijden georganiseerd door de Nationale Loterij met behulp van de instrumenten van de informatiemaatschappij ¹⁶. Deze paragraaf moet dan ook vervallen.

(15) Zie advies 37.323/2/V, op 2 september 2004 verstrekt over het ontwerp dat is geworden het koninklijk besluit van 7 september 2004 tot bepaling van de vorm en de algemene voorwaarden van de door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij "Euro Millions", alsook advies 47.208/2, op 12 oktober 2009 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden voor de speciale trekking van de Lotto, genaamd «Super Lotto», alsook voor de speciale trekking van de Joker, genaamd «Super Joker», die worden georganiseerd op vrijdag 13 november 2009".

(16) Dit artikel luidt als volgt :
"Onder voorbehoud van een rechterlijk beroep, moeten de klachten met betrekking tot de transacties verbonden aan het beheer van de beschikbare tegoeden, de deelnemingsverwervingen en de betaling van de loten, op straffe van verval, geadresseerd worden binnen een termijn van vijf kalendermaanden volgend op de maand waarin de registratie van de betwiste transactie op de betreffende «spelersrekening» plaats vond."

10. Aldus zal de termijn voor het indienen van een klacht verschillen naargelang de speler deelneemt met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd, dan wel met behulp van de overige deelnemingsinstrumenten. De termijn bedraagt 5 maanden of 20 weken. De steller van het ontwerp wordt voorgesteld een enkele termijn te bepalen, waarbij de ontwerpbepalingen worden gewijzigd die de termijn van 20 weken voorschrijven.

11. Volgens artikel 34, § 5, kan aan de "Super Joker" via internet worden deelgenomen los van de "Super Lotto".

Zo bepaalt artikel 34, § 13, dat de artikelen 3, derde lid, 20, eerste lid, en 22 niet van toepassing zijn op de deelneming aan de "Super Lotto" en aan de "Super Joker" met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd. Volgens deze bepalingen is het in principe immers niet toegestaan om uitsluitend deel te nemen aan de "Super Joker" ¹⁷.

Met het oog op de leesbaarheid is het verkieslijk artikel 22 te wijzigen, waarbij de mogelijkheid wordt geboden om aan de beide spellen samen deel te nemen, eveneens met behulp van het instrument van de informatiemaatschappij internet genaamd, en bijgevolg in artikel 34, § 13, de verwijzing naar de artikelen 3, derde lid, 20, eerste lid, en 22 te schrappen.

⁽¹⁷⁾ Artikel 3, derde lid, bepaalt : "Het is niet toegestaan om uitsluitend aan de «Super Joker» deel te nemen, behalve onder de voorwaarden bedoeld in artikel 22."

Artikel 20, eerste lid, bepaalt : "De deelneming aan de «Super Joker» gebeurt ofwel samen met de deelneming aan de «Super Lotto», in overeenstemming met de voorwaarden bedoeld in artikel 21, ofwel los van de deelneming aan de «Super Lotto», krachtens de voorwaarden bedoeld in artikel 22."

Artikel 22 vangt als volgt aan : "Wanneer de deelneming aan de «Super Joker» losstaat van de deelneming aan de «Super Lotto», kan eerstgenoemde deelneming uitsluitend gebeuren door middel van de formule «Quick Pick Joker», zonder dat er gebruik wordt gemaakt van een formulier."

12. Alle voorschriften waartussen een logisch verband bestaat, moeten in eenzelfde artikel worden gegroepeerd, behalve indien ze te talrijk zijn, terwijl de voorschriften waartussen geen logisch verband bestaat, in onderscheiden artikelen moeten worden opgenomen.

Artikel 34 moet bijgevolg in verscheidene artikelen worden opgesplitst.

Artikel 36

De uitvoering van het ontwerpbesluit moet gewaarborgd blijven over de wisseling van ministers of van hun bevoegdheidsverdeling heen.

De uitvoeringsbepaling moet dus als volgt worden geredigeerd :

"De minister bevoegd voor de Nationale Loterij is belast met de uitvoering van dit besluit"

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. de LEVAL,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS